

L'atome fissure l'échiquier politique

Le nucléaire sera l'un des sujets majeurs de la campagne présidentielle.

Jannick Alimi

Il y a l'emploi, la dette, la sécurité ou la laïcité. Mais, parmi les thèmes sur lesquels les candidats, déclarés ou pas, à la présidentielle commencent à batailler, il faudra aussi compter avec le nucléaire. Face-à-face sur les réseaux sociaux entre le « pronucléaire » Arnaud Montebourg, l'ancien ministre du Redressement productif de François Hollande, et l'« antinucléaire » Eric Piolle, le maire écologiste de Grenoble, passe d'armes entre l'eurodéputé Vert Yannick Jadot et Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, sur le plateau de France 2, prise de position assumée du « pronucléaire » Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, parti officiellement dans la course à l'Elysée...

La « politisation » du nucléaire n'a peut-être jamais été aussi enflammée. Avec, à la clé, des recompositions entre la droite, la gauche et la majorité. Preuve de ce tournant : une association transpartisane, la Défense du patrimoine français, et donc du nucléaire, vient d'être créée par l'ex-président de droite de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer. Avec, dans ses rangs, les anciens ministres de gauche Jean-Pierre Chevènement et Hubert Védrine ou des députés communistes comme André Chassaigne.

A droite, pas d'ambiguïté

Le débat est d'autant plus vif qu'Em-

manuel Macron, comme son prédécesseur, François Hollande, prend son temps. « Notre avenir énergétique, écologique, économique, industriel et stratégique passe par le nucléaire », a certes plaidé le chef de l'Etat en décembre dernier. Pourtant, presque aucune trace de la question lors de la Convention climat. En outre, l'exécutif tente là aussi le « en même temps », en se donnant comme objectif de ramener la part du nucléaire à 50 % du « mix énergétique » en 2035. « La décision sur les moyens d'y arriver ne sera prise que lors du prochain quinquennat », explique-t-on à Bercy...

D'autres ont déjà tranché. A gauche, la tradition antinucléaire d'EELV — « Le nucléaire est le dernier avatar du stalinisme », a lancé Jadot face à Le Maire — a fait des émules. La France insoumise et Génération.s se sont mis sur cette ligne. En revanche, les positions sont moins catégoriques au PS et chez les communistes. « Ces deux partis, de culture plus ouvrière, risquent de se trouver en profond désaccord avec les Verts et les Insoumis, ce qui pourrait poser un problème supplémentaire en cas de rassemblement pour 2022 », soupire un élu socialiste. Pour le PS, le but affiché est ambitieux : « 100 % renouvelable » d'ici à 2050. Mais on reste prudent. La poursuite de l'exploitation des réacteurs existants « devra être réexaminée », peut-on lire dans un document du parti, et la décision de construction ou pas de nouveaux réacteurs est elle aussi suspendue à une « clause de revoyure ». Le PCF, lui, est en plein débat interne. Avec

une fronde menée, notamment, par la députée Elsa Faucillon face aux tenants de la ligne historique comme André Chassaigne.

A droite, en revanche, aucune ambiguïté. « Le nucléaire est une énergie d'avenir. Si je suis élu président de la République, c'est dès l'été 2022 que je prendrai la décision de lancer de nouveaux réacteurs », a juré en début de semaine Xavier Bertrand, le président des Hauts-de-France. Le Sénat, dominé par la droite et le centre, a adopté la semaine dernière une proposition de résolution demandant au gouvernement de redonner au nucléaire « une place centrale ». Quant à Marine Le Pen, elle écrivait récemment dans une tribune : « Premièrement, je lancerai immédiatement la construction de trois nouveaux EPR [...], je réactiverai les travaux de recherche visant à doter la France de réacteurs à neutrons rapides à moyen terme : c'est exactement l'inverse de ce qu'a fait Emmanuel Macron. » ■